



CHAPITRE 86

Loi concernant la cité de Rimouski

[Sanctionnée le 16 juillet 1964]

CHAPTER 86

An Act respecting the city of Rimouski

[Assented to 16th July 1964]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Rimouski a, par sa pétition, représenté:

Qu'une certaine étendue de son territoire fait partie de l'ancienne seigneurie de Rimouski et Saint-Barnabé qui a été concédée au XVIII^e siècle;

Que le sieur Pierre Lepage de Saint-Barnabé, qui prétendait avoir des droits sur cette seigneurie, en a obtenu la confirmation en 1751;

Que les titres du dit Pierre Lepage portaient sur certaines terres sises le long du fleuve Saint-Laurent et sur les îles, îlots et battures qui se trouvent en face de ces terres, mais ne faisaient pas mention des grèves longeant les dites terres;

Que dame Adélaïde Kelly, épouse de Ulric J. Tessier, est devenue propriétaire du terrain de la dite seigneurie il y a une centaine d'années après l'avoir acquis au moyen d'actes de cession et par l'effet de certaines dispositions des testaments des héritiers ou ayants droit de Pierre Lepage;

Que les héritiers de dame Adélaïde Kelly ont prétendu avoir des droits sur les dites grèves qui s'étendent sur une distance d'environ un demi-mille, mais n'ont jamais obtenu un titre de propriété définitif sur ces grèves;

Qu'en 1950, la pétitionnaire a entrepris la construction d'un mur de soutènement en collaboration avec le gouvernement du Canada et celui de la province de Québec, afin de récupérer des terres à même les dites grèves;

WHEREAS the city of Rimouski has, by its petition, represented:

That a certain portion of its territory is comprised in the former seigniorie of Rimouski and Saint-Barnabé which was granted in the eighteenth century;

That Mr. Pierre Lepage, of Saint-Barnabé, who claimed to have certain rights to such seigniorie, obtained a confirmation thereof in 1751;

That the title-deeds of the said Pierre Lepage pertained to certain land along the St. Lawrence river and the islands, islets and reefs facing such land, but did not refer to the beaches skirting the said land;

That Dame Adelaide Kelly, wife of Ulric J. Tessier, became the owner of the land of the said seigniorie about one hundred years ago, having acquired the same by deeds of cession and by the effect of certain provisions in the wills of the heirs or assigns of Pierre Lepage;

That the heirs of Dame Adelaide Kelly have claimed to have rights to the said beaches which extend for a distance of approximately half a mile, though they never obtained full title of ownership to such beaches;

That in 1950 the petitioner undertook the construction of a retaining wall in collaboration with the Government of Canada and that of the province of Quebec, with a view to reclaiming land from the said beaches;

Que la construction de ce mur qui s'étend sur une distance d'environ un mille, s'est terminée en 1963;

Qu'on se demande maintenant qui est propriétaire du terrain ainsi récupéré à même les dites grèves;

Que la plupart des personnes qui prétendaient avoir des droits sur ces terrains récupérés les ont cédés à la pétitionnaire par les actes suivants:

—un acte passé par la succession de monsieur et madame Ulric J. Tessier et autres, devant le notaire Ronaldo Raboin, de Rimouski, le 25 avril 1953, sous le numéro 6704 de ses minutes;

—un acte passé par la succession de monsieur et madame Ulric J. Tessier et autres, devant le notaire Ronaldo Raboin, de Rimouski, le 7 décembre 1953, sous le numéro 7480 de ses minutes;

—un acte passé par The Royal Trust Company agissant en qualité de mandataire, et autres, devant le notaire Ronaldo Raboin, de Rimouski, le 26 mai 1958, sous le numéro 13968 de ses minutes;

—un acte passé par la succession de monsieur et madame Ulric J. Tessier et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, le 2 juin 1964, sous le numéro 12528 de ses minutes;

Que plusieurs propriétaires de lots contigus aux terrains ainsi récupérés ont aussi prétendu avoir des droits sur ces terrains, mais que pour favoriser le développement économique de la cité et l'aménagement harmonieux de ces terrains, la pétitionnaire et eux-mêmes sont convenus par les actes suivants de se partager une partie des dits terrains:

—l'acte passé le 19 février 1963 entre la ville de Rimouski et J. Antonio Verreault et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 11647 de ses minutes;

—l'acte passé le 22 mai 1964 entre la cité de Rimouski, et Dionne Automobiles Inc. et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12510 de ses minutes;

—l'acte de cession passé le 29 mai 1964 par J.-A. Verreault et autres, en faveur de la cité de Rimouski, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12518 de ses minutes;

That the construction of such wall, which is approximately one mile long, was completed in 1963;

That the rightful ownership of the land so reclaimed from the said beaches is now questioned;

That most of the persons who claimed to have rights to such reclaimed lands have ceded such rights to the petitioner by the following deeds:

—a deed from the estate of Mr. and Mrs. Ulric J. Tessier and others, made before Ronaldo Raboin, notary, of Rimouski, on the 25th of April 1953, under number 6704 of his minutes;

—a deed from the estate of Mr. and Mrs. Ulric J. Tessier and others, made before Ronaldo Raboin, notary, of Rimouski, on the 7th of December 1953, under number 7480 of his minutes;

—a deed from the Royal Trust Company, acting in its capacity as mandatary, and others, made before Ronaldo Raboin, notary, of Rimouski, on the 26th of May 1958, under number 13968 of his minutes;

—a deed from the estate of Mr. and Mrs. Ulric J. Tessier and others, made before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, on the 2nd of June 1964, under number 12528 of his minutes;

That many owners of lots contiguous to the land so reclaimed also claimed to have rights to such land but in order to promote the economic growth of the city and the harmonious development of such land the petitioner and such owners agreed, by the following deeds, to share a portion of the said lands:

—deed made on the 19th of February 1963 between the town of Rimouski and J. Antonio Verreault and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 11647 of his minutes;

—deed made on the 22nd of May 1964 between the city of Rimouski and Dionne Automobiles Inc. and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12510 of his minutes;

—deed of transfer made on the 29th of May 1964 by J. A. Verreault and others, in favour of the city of Rimouski, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12518 of his minutes;

—l'acte passé le 2 juin 1964 entre la cité de Rimouski et Dionne Automobiles Inc. et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12529 de ses minutes;

Que malgré ces ententes, la pétitionnaire et les propriétaires de lots contigus aux terrains récupérés n'ont pas de titres de propriété définitifs sur ces terrains;

Que pour accélérer le développement de cette région, il est d'intérêt public que ces titres de propriété deviennent définitifs rapidement, tout en permettant aux tiers qui pourraient avoir des droits sur ces terrains de les faire valoir;

Attendu qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Effet de
certains
actes.

1. Sous réserve des articles suivants, les actes ci-après mentionnés conféreront aux personnes qui y sont visées, aux conditions qui y sont énoncées, un juste titre de propriété définitif sur les lots qui leur sont attribués dans ces actes:

—l'acte passé le 19 février 1963 entre la ville de Rimouski, et J. Antonio Verreault et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 11647 de ses minutes;

—l'acte passé le 22 mai 1964 entre la cité de Rimouski, et Dionne Automobiles Inc. et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12510 de ses minutes;

—l'acte de cession passé le 29 mai 1964 par J.-A. Verreault et autres en faveur de la cité de Rimouski, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12518 de ses minutes;

—l'acte passé le 2 juin 1964 entre la cité de Rimouski, et Dionne Automobiles Inc. et autres, devant le notaire Joseph Bérubé, de Rimouski, sous le numéro 12529 de ses minutes.

Publica-
tion.

2. Dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la cité doit en faire publier le texte intégral trois fois dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un hebdomadaire publié à Ri-

—deed made on the 2nd of June 1964 between the city of Rimouski and Dionne Automobiles Inc. and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12529 of his minutes;

That despite such agreements, the petitioner and the owners of lots contiguous to the reclaimed land have no definitive title of ownership to such lands;

That in order to stimulate the growth of such region it is in the public interest that such titles of ownership be made definitive without delay, at the same time affording third parties an opportunity to avail themselves of any rights they may have in the said lands;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in its petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Subject to the following sections, the deeds hereinafter mentioned shall confer on the persons contemplated therein, upon the conditions therein specified, a valid and definitive title of ownership in the lots assigned to them in such deeds:

—deed made the 19th of February 1963, between the city of Rimouski and J. Antonio Verreault and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 11647 of his minutes;

—deed made the 22nd of May 1964 between the city of Rimouski and Dionne Automobiles Inc. and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12510 of his minutes;

—deed of transfer made the 29th of May 1964 by J. A. Verreault and others in favour of the city of Rimouski, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12518 of his minutes;

—deed made the 2nd of June 1964 between the city of Rimouski and Dionne Automobiles Inc. and others, before Joseph Bérubé, notary, of Rimouski, under number 12529 of his minutes.

Effect of
certain
deeds.

2. Within two months after the coming into force of this act, the city shall cause to be published the entire text thereof three times in the *Quebec Official Gazette* and in a weekly newspaper published in

Publica-
tion.

mouski, le texte français trois fois dans deux quotidiens de langue française, un publié à Montréal et un à Québec, et le texte anglais trois fois dans deux quotidiens de langue anglaise, un publié à Montréal et un à Québec.

Intervalle. Un intervalle d'au moins deux semaines doit s'écouler entre chaque publication dans la *Gazette officielle de Québec*, dans l'hebdomadaire ou dans un quotidien.

Requête par le réclamant. 3. Toute personne qui prétend avoir des droits sur les lots visés dans les actes mentionnés à l'article 1 doit les faire valoir dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi au moyen d'une requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Rimouski.

Signification. Cette requête doit être signifiée à la cité et à la personne qui, d'après l'article 1, pourrait devenir propriétaire des lots faisant l'objet de la requête, si cette personne est autre que la cité, ou aux ayants droit de cette personne, selon le cas.

Appel. Il y a appel du jugement final rendu par le juge de la même manière que d'un jugement final de la Cour supérieure.

Juridiction. La juridiction attribuée à un juge de la Cour supérieure par le premier alinéa ne peut en aucun cas être exercée par le protonotaire.

Requête pour déclaration de propriété. 4. Après l'expiration des six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, la cité ou tout autre intéressé pourra faire déclarer propriétaires des lots qui leur sont attribués les personnes désignées dans les actes visés à l'article 1, aux conditions énoncées dans ces actes, sur simple requête adressée à un juge de la Cour supérieure du district de Rimouski. Le requérant devra joindre à sa requête une déclaration sous serment, signée par le greffier de la cité, attestant qu'aucune requête visée à l'article 3 ne lui a été signifiée au sujet des lots visés dans la requête, ou que, si une telle requête lui a été signifiée, elle a été renvoyée par un jugement devenu définitif.

Rôle du juge. Le juge saisi de cette requête doit s'assurer que les formalités prescrites par la présente loi ont été remplies, avant d'y

Rimouski, the French text three times in two French daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec, and the English text three times in two English daily newspapers, one published at Montreal and one at Quebec.

An interval of at least two weeks must elapse between each publication in the *Quebec Official Gazette*, the weekly and each daily newspaper.

Petition by claimant. 3. Every person claiming to have rights in the lots referred to in the deeds mentioned in section 1 must assert such rights within six months after the coming into force of this act by means of a petition to a judge of the Superior Court of the district of Rimouski.

Such petition must be served on the city and the person who, under section 1, would become the owner of the lots that are the subject of the petition, if such person is not the city, or to the legal representatives of such person, as the case may be.

An appeal shall lie from the final judgment rendered by the judge in the same manner as from a final judgment of the Superior Court.

The jurisdiction assigned to a judge of the Superior Court by the first paragraph shall in no case be exercised by the prothonotary.

Petition for declaration of ownership. 4. After the expiry of six months following the coming into force of this act, the city or any other interested party may have the persons indicated in the deeds mentioned in section 1 declared the owners of the lots assigned to them, upon the conditions specified in such deeds, upon simple petition addressed to a judge of the Superior Court of the district of Rimouski. The petitioner must annex to his petition a sworn statement, signed by the clerk of the city, establishing that no petition contemplated in section 3 has been served upon him respecting the lots contemplated in the petition, or, if he was served with such petition, it was dismissed by a judgment that has become final.

The judge seized of such petition, before granting it, shall make sure that the formalities prescribed by this act have

accéder, et il peut ordonner la signification de cette requête selon qu'il le juge à propos.

Enregistrement.

L'enregistrement d'un jugement rendu en vertu du présent article confère un juste titre définitif.

Entrée en vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

been complied with, and may order such service of the petition as he deems proper.

The registration of a judgment rendered under this section shall confer a valid definitive title.

Registration.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.